

## Lettre d'information de la SFES # 33 – Aout 2004

Si vous disposez d'informations qui mériteraient de se trouver dans ces lignes n'hésitez pas à nous les communiquer : [sfes@chez.com](mailto:sfes@chez.com) D'autres informations sont disponibles sur notre site Internet <http://www.chez.com/sfes>

## SFES

### Congrès 2005

Le congrès 2005 de la SFES aura lieu les 23 et 24 juillet à Souzay-Champigny dans la région de Saumur. Plus d'information dans une prochaine édition de cette lettre.

## CONGRES

### Der Erdstall

Nos collègues allemands de Der Erdstall organiseront leur congrès 2004 en Autriche à Grosskrut (Basse Autriche) du 3 au 5 septembre 2004. Pour plus de renseignements à l'adresse [info@erdstall.de](mailto:info@erdstall.de) ou [e.bednarik@gmx.at](mailto:e.bednarik@gmx.at) ou encore sur le site web [www.erdstall.de](http://www.erdstall.de)

## PUBLICATIONS

LIÉBIN, Bois-du-Luc. Un charbonnage hainuyer (du XVIIe au XXIe siècle), Mons, Hainaut, Culture et Démocratie, 2003 (format 21/21, 108 pages, nbre ill. coul.)  
L'auteur, diplômé en Histoire, a fondé et dirigé l'Ecomusée régional du centre qui a son siège dans l'ancien site charbonnier. Fondé en 1685, la société de Bois-du-Luc à Houdeng- Aimeries a survécu pendant plus de 300 ans. Prix : 20 €. Renseignements : ASBL Hainaut, Culture et Démocratie, bd Charles Quint, 5 bis à 7000 Mons, tél. : 065/31.49.63, fax : 065/32.11.07, e-mail : [degardin.hcd@skynet.be](mailto:degardin.hcd@skynet.be), Internet : [www.hcd-asbl.be](http://www.hcd-asbl.be).

### Subterranea belgica.

Bulletin d'information de la Société belge de Recherche et d'Etude des Souterrains, no 57, décembre 2003 (format 29,7/21, 38 pages, 30 ill. noir/blanc).  
Au sommaire : J. L. DE BOCK, Bruxelles. Les vestiges sous la Place royale... Un souterrain à l'envers ; G. DE BLOCK, Résultats de la diffusion de « l'étude des espaces souterrains historiques et son développement. Projets » ; F. POLROT, Quelques souterrains près de la forêt de Vauluisant (Sens, Yonne, France) ; L. MALCHAIR, Le puits du fort de Hollogne. Grâce-Hollogne (Province de Liège) ; G. DE BLOCK, La conférence internationale Fontinus 2003 ; Lu pour vous. Prix : abonnement annuel 10 €, à verser au compte no 000-0961001-22 de la SO. BE. RE. S. Renseignements : Société belge de Recherche et d'Etude des Souterrains

c/o Maison des Arts, [chaussée de Haecht, 147](#) à 1030  
Bruxelles, Internet : [www.pragmasoft.be/soberes](http://www.pragmasoft.be/soberes).

Les souterrains de l'Aisne

Ce livre de Mr Mauvais est disponible au prix de vente  
public de 23 euros chez l'éditeur Alan Sutton

Ouvrages disponibles en relation avec le monde  
souterrain dans le catalogue de la Librairie  
Archéologique :

27981. CHIPPINDALE C., TAÇON P. (éd.) The Archaeology  
of Rock-Art, 1999, 392 p., 192 fig., br. 40,00 €  
An archaeology of rock-art through informed methods  
and informal methods (P. Tacon, C. Chippindale) ;  
Finding rain in the desert: landscape, gender and far  
western North American rock-art (D. S. Whitley) ;  
Towards a mindscape of landscape: rock-art as  
\_expression of world-understanding (S. Ouzman) ; Icon  
and narrative in transition: contact-period rock-art  
at Writing-on-Stone, southern Alberta, Canada (M. A.  
Klassen) ; Rain in Bushman belief, politics and  
history: the rock-art of rain-making in the  
south-eastern mountains, southern Africa (T. A.  
Dowson) ; The many ways of dating Arnhem Land  
rock-art, north Australia (J. Clottes) ; The 'Three  
Cs': fresh avenues towards European Palaeolithic art  
(R. Bradley) ; Daggers drawn: depictions of Bronze Age  
weapons in Atlantic Europe (K. Sognnes) ; Symbols in a  
changing world: rock-art and the transition from  
hunting to farming in mid Norway (M. Wilson) ; Pacific  
rock-art and cultural genesis: a multivariate  
exploration (R. Hartley) ; Spatial behaviour and  
learning in the prehistoric environment of the  
Colorado River drainage (south-eastern Utah), western  
North America (A. Vasser) ; The tale of the chameleon  
and the platypus: limited and likely choices in making  
pictures (B. Smith) ; Pictographic evidence of  
peyotism in the Lowe Pecos, Texas Archaic (C. E. Boyd)  
; Modelling change in the contact art of the  
south-eastern San, southern Africa (P. Jolly) ;  
Ethnography and method in southern African rock-art  
research (A. Solomon) ; Changing art in a changing  
society: the hunters' rock-art of western Norway (E.  
M. Walderhaug) ; Central Asian petroglyphs: between  
Indo-Iranian and shamanistic interpretations (H.-P.  
Francfort) ; Shelter rock-art in the Sydney Basin  
(Australia) - a space-time continuum: exploring  
different influences on diachronic change (J.  
McDonald) ; Making sense of obscure pictures from our  
own history: exotic images from Callan Park, Australia  
(J. Clegg).

28033. JELINEK J. Sahara : Histoire de l'art rupestre  
lybien, 2003, 608 p. 43,00 €

27698. LE RÈGNE MINÉRAL Mines et Minéraux de Chessy  
(Rhône), (Hors Série, 9), br. 25,00 €

Site Internet : [www.librairie-archeologique.com](http://www.librairie-archeologique.com)

DIVERS

### Stage troglo

Après le stage troglo2003/2004, le CATP envisage l'organisation d'un nouveau stage en 2004/2005 dont l'objectif reste de la réhabilitation d'ensemble troglodytiques. Les dates seront le 9/10/04, 6/11/04, 4/12/04, 8/1/05, 5/2/05 + une journée complémentaire. Prix 265 euros Info : [info@catp-asso.org](mailto:info@catp-asso.org)

### Rallye troglo

Le CAPT organise son premier rallye troglo le 24 septembre 2004 à vélo ou en voiture. Inscription avant le 31/08/2004 à [info@catp-asso.org](mailto:info@catp-asso.org)

### Découverte

Des archéologues belges de l'université de Gand ont découvert un grand nombre d'habitations d'ouvriers datant de l'époque pharaonique lors de fouilles dans une mine d'or à 900 km au sud-est du Caire. La mine est située dans le désert, à l'ouest de Marsa Alam sur la mer Rouge.

Extrait du journal Le Soir

### DANS LA PRESSE

Explosion dans une mine d'Ukraine: au moins 25 morts

KIEV (AP) - Au moins 25 mineurs ont été tués dans une explosion qui s'est produite dans une mine ukrainienne, a annoncé le ministère des Situations d'urgence.

Dans un communiqué, le ministère précise que l'explosion s'est produite dans la nuit de lundi à mardi par une profondeur de 550 mètres dans la mine de Krasnolimanskaïa dans la région de Donetsk, dans l'est du pays.

La progression des services de secours était considérablement ralentie en raison de la présence d'importantes concentrations de gaz et des températures atteignant près de 40 degrés Celsius. Selon des responsables, 48 mineurs s'apprêtaient à faire la rotation dans cette section de la mine quand la déflagration a eu lieu. Douze ont réussi à s'échapper. Jusqu'à présent, les secours ont retrouvé 25 corps.

Les mines d'Ukraine figurent parmi les plus dangereuses du monde en raison d'importantes concentrations de gaz, des violations fréquentes des règles de sécurité et un équipement dépassé. En 2003, 267 mineurs ont été tués dans les mines d'Ukraine, selon la Commission de protection du travail. Plus de 3.700 ont été tués depuis 1991. AP  
ma/v119/135

L'investisseur Walter Butler reprend France Champignon  
LE MONDE | 12.07.04 | 13h40

Un plan de redressement prévoit la suppression de 320 emplois.

Angers de notre correspondant

La société coopérative France Champignon, leader français du champignon de couche frais et en conserve, est en train de passer sous le contrôle de Butler Capital Partner. Le groupe d'investissement français, qui a repris en 2003 l'activité restauration de la société Flo, va injecter 70 millions d'euros dans la modernisation de l'outil de production et de transformation disséminé autour de Saumur (Maine-et-Loire). Butler Capital Partner va ainsi détenir 80 % du capital de France Champignon. L'opération, bouclée le 30 juin, prévoit que Butler apportera 12 millions d'euros en propre, le reste étant abondé par un pool bancaire. Selon Bernard Puraye, directeur général de France Champignon depuis septembre 2003, "l'éclatement de l'actionnariat en une vingtaine de coopérateurs posait un problème de direction, ce qui retardait la nécessaire adaptation". La culture traditionnelle dans les longues caves d'extraction de tuffeau est présentée à ce jour comme totalement dépassée, eu égard notamment aux coûts d'exploitation et de transport. La Hollande, principal pays concurrent, utilise depuis déjà une quinzaine d'années les maisons de culture, où l'atmosphère est contrôlée. C'est cette nouvelle technologie éprouvée qui va remplacer les galeries utilisées depuis la deuxième guerre mondiale.

**"À CÔTÉ DE LA CATASTROPHE"**

D'ici à la fin 2005, 13 de ces 19 anciens sites de production vont fermer, entraînant la suppression d'environ 250 emplois. La holding France Champignon compte un total de 2 200 salariés, auquel s'ajoutent les 1 000 emplois des coopératives satellites mais non intégrées.

Le site de transformation de Châtelleraut (Vienne) est également appelé à fermer en octobre. Sur les 140 salariés de l'usine, la moitié pourrait être répartie dans les autres sites du groupe.

Les conséquences sociales de cette restructuration, qui touche des régions politiquement sensibles, notamment le Poitou-Charentes, et des bassins d'emplois au niveau de qualification peu élevé, ont fait l'objet d'une grande attention de la part tant de l'administration que des élus. France Champignon était sous tutelle du comité interministériel de restructuration industrielle depuis 1997.

Déjà en 2001, un premier projet de reprise avait été envisagé avec Bonduelle. Mais, seulement axé sur les activités rentables, il n'avait pas abouti.

L'engagement de Butler à reprendre l'ensemble de la filière, depuis la production de mycélium jusqu'à la conserverie, répondait mieux aux préoccupations des acteurs locaux.

"Nous sommes passés à côté d'une catastrophe intégrale", analyse Michel Piron, député UMP du Maine-et-Loire. Il estime que, à la différence de Bonduelle, Butler présente "un vrai plan de redressement". Le conseil général de Maine-et-Loire et le conseil régional des Pays-de-la-Loire, qui l'a

annoncé le 2 juillet, vont participer à hauteur de 1,7 million d'euros aux investissements de modernisation. Les organisations syndicales ont rejeté par principe la fermeture du site de Châtellerauld et demandent une extension des mesures d'accompagnement social, notamment des 66 départs en préretraite exceptionnellement cofinancés par l'Etat. Mais elles ne remettent pas en cause la nécessité de la modernisation. "Sans cela, c'est le groupe qui risquait de tomber", indique Jean Bloudeau, responsable CFDT, le syndicat le mieux représenté. Au-delà de 2005, France Champignon escompte une montée en puissance de la filière frais, très exigeante en personnel de cueillette, pour juguler l'érosion entraînée par les fermetures des six dernières caves du groupe. Ce segment de marché est actuellement fortement concurrencé par la production hollandaise. Vincent Boucault

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 13.07.04

Extrait de [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

En Lorraine, l'ennoyage des galeries minières menace les habitants d'expropriation

LE MONDE | 02.08.04

A Fontoy, ils ont un an pour quitter leurs maisons. Fontoy (Moselle) de notre envoyée spéciale. La colère de Roger Pedot est manifeste. "Aujourd'hui on ne sait même pas combien de temps encore on va pouvoir garder notre toit. On est trop affaiblis pour se battre, mais ce qui est sûr, c'est que je ne partirai jamais", assure cet habitant de la rue de Longwy, à Fontoy (Moselle), avec énergie. Depuis 1999, la rue de cette commune minière de 3 100 habitants est la seule zone classée "à risque d'effondrement brutal" dans le bassin ferrifère nord-lorrain.

Le 29 juillet, le sort des Pedot et des 16 autres familles de la rue est scellé. Leur expropriation est confirmée par le préfet de Lorraine. Ils devront avoir quitté leurs maisons au plus tard dans un an. Le même jour, le préfet signe l'arrêté repoussant à novembre 2005 l'arrêt de l'exhaure dans le bassin Nord, c'est-à-dire la fin du pompage des eaux souterraines. D'ici un an, les milliers de kilomètres de galeries des anciennes mines de fer qui sillonnent la vallée de la Fensch, du nord de la Meurthe-et-Moselle jusqu'à Thionville, en Moselle, seront ennoyés. Or une expertise internationale menée dans la région en 2001 a révélé que l'eau, en ramollissant les marnes argileuses des galeries, risquait d'accélérer les affaissements.

Les habitants du bassin nord énumèrent les exemples d'Auboué, Moutiers, Moyeuve-Grande et Roncourt, sinistrées à la fin des années 1990 après l'ennoyage des bassins centre et sud. "Les leçons de ces affaissements n'ont pas été tirées. On sait quels sont les risques et pourtant on persiste à choisir l'ennoyage", proteste Colette Gœuriot, ancien maire (PCF) de Jœuf et présidente de Codelor, le collectif des communes minières de Lorraine, qui réclame le

maintien du pompage et le comblement des galeries. De son côté, le préfet, Bernard Hagelsteen, assure vouloir prendre "toutes les mesures nécessaires pour mettre en sécurité les populations et régler convenablement le problème", d'ici à novembre 2005.

A Fontoy, la solution a pris la forme de l'expropriation. Située au plus bas de la future zone d'ennoyage, la commune sera la première à être touchée par la remontée des eaux. L'Etat a donc fait valoir le principe de précaution en vertu de l'article 95 du code minier, qui prévoit qu'"en cas de risque minier menaçant gravement la sécurité des personnes les biens exposés à ce risque peuvent être expropriés par l'Etat(...) lorsque les moyens de sauvegarde et de protection des populations s'avèrent plus coûteux". Le comblement, qui consiste en l'injection de béton liquide sous les zones en danger, a été estimé, pour la seule rue de Longwy, à 17 millions d'euros ; l'expropriation à 8 millions. "Mais l'humain n'a pas de prix. Le comblement aurait permis à tout le monde de rester sur place et d'éviter bien du malheur, souligne Claude Gillet, président de l'association de défense contre l'ennoyage minier de Fontoy. Voilà cinq ans que les familles de la rue de Longwy ne partent plus en vacances, se réveillent la nuit dès qu'elles entendent le parquet craquer." Si aucune lézarde n'apparaît sur les façades des maisons mitoyennes entretenues avec soin, les jardins sont laissés à l'abandon. Le cœur n'y est plus.

#### "ON A LAISSÉ ESPÉRER"

Les sept autres communes du bassin nord vivant sur des zones d'affaissement potentiel ressentent leur expropriation comme inéluctable. A Angevillers, village de 1 300 habitants où la totalité du territoire est classée en zone d'aléas miniers, Elisabeth Leroy, présidente de l'association de sauvegarde de la commune, dénonce une situation "inadmissible" : "On a laissé espérer aux gens pendant cinq ans que l'on pourrait consolider."

Des indemnités sont prévues. Mais les sommes envisagées ne permettront pas aux habitants de retrouver un bien identique. Et puis, à Ottange-Nondkeil comme ailleurs, l'enjeu n'est pas qu'économique. Dans cette commune de 2 600 habitants, dont plus de 50 des 96 hectares habités sont classés zone à risque, près de la moitié des personnes sont retraitées ou veuves. "Ma mère a 85 ans, s'indigne Roger Nicolay, mineur à la retraite. Elle vit depuis cinquante ans à Nondkeil, et la seule fois où elle a dû quitter le village, c'était à cause des Allemands, pendant la guerre. On est dans la mine depuis trois générations et on voudrait nous faire partir maintenant ?"

Pour Louis Bontopo, 76 ans, tout est clair : "Si je dois quitter ma maison, ce ne sera pas les mains en l'air, mais les pieds devant. Si on doit tout recommencer à mon âge, c'est mieux d'aller construire au cimetière." "On nous reproche de créer une psychose, de dramatiser, mais il n'y a pas que les

maisons qui s'effondrent, s'emporte Bernard Boczkowski, à la tête de l'association de sauvegarde locale. Avec elles, ce sont des communautés de vie, des souvenirs qui disparaissent." Il avertit : ses hommes ne vont "pas baisser la tête" et la rentrée sera mouvementée.

Le laboratoire de psychologie du professeur Cyril Tarquinio, à Metz, étudie actuellement les conséquences psychologiques et médicales de ce genre d'événements. Jusqu'à présent, la notion de dommages dus à l'"après-mine" était circonscrite au domaine immobilier. Pourtant, à Fontoy comme à Ottange, elle se grave aussi dans les cerveaux et dans les chairs.

Aurélie Sobocinski

ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 03.08.04

Extrait de [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

--- SFES ---

Fondée en 1971, la Société Française d'Etude des Souterrains (SFES) est une société savante qui a pour vocation principale l'étude des cavités artificielles creusées par l'homme (souterrains aménagés, carrières, troglodytes, ...). La SFES regroupe des personnes de tous horizons, archéologues amateurs et professionnels, spéléologues, historiens, mythologistes ou simple curieux, réunies par l'intérêt porté à tous les domaines de recherche concernant le monde souterrain. La SFES constitue un espace d'échanges entre tous les spécialistes des souterrains. Pour cela, elle publie une revue trimestrielle Subterranea et organise un congrès annuel.

Pour devenir membre de la Société Française d'Etude des Souterrains envoyez-nous un e-mail chez [sfes@chez.com](mailto:sfes@chez.com) avec votre adresse postale. Vous recevrez un dépliant expliquant plus en détails les buts et activités de notre société ainsi qu'un formulaire d'adhésion.

Prix de la cotisation pour 2003:

35 euros pour une personne

40 euros pour un couple

20 euros pour les étudiants

20 euros pour les personnes en difficulté économique

50 euros pour les sociétés

VISITEZ le site Internet de la SFES :

<http://www.chez.com/sfes>

Pour vous désabonner envoyez-nous un message à l'adresse [sfes@chez.com](mailto:sfes@chez.com) avec la mention DESABONNEMENT dans le titre. Ni la SFES, ni ses représentants ne peuvent être tenus responsables des éventuelles erreurs que contiendraient les informations diffusées dans ce message